

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 146 (2001)
Heft: 4

Artikel: L'ONU en quelques chiffres
Autor: Meylan, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346126>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'ONU en quelques chiffres

L'Organisation des Nations unies est le centre par excellence où s'harmonisent les efforts des nations du monde entier. On répète souvent que, si l'ONU n'existait pas, il faudrait l'inventer. En effet, grâce à ses efforts et à ses institutions, plus de 60% des adultes des pays en voie de développement lisent et écrivent, et 80% des enfants suivent une scolarité. Dans ces pays, les programmes de l'ONU pour les femmes ont aidé à augmenter leur taux d'alphabétisation. Il est monté à 56% en 1990 contre seulement 36% en 1970.

■ **Cap François Meylan¹**

Des perspectives

L'Organisation des Nations unies a été le moteur du grand mouvement de décolonisation, qui a entraîné l'indépendance de plus de 80 nations. En 1989, l'ONU a supervisé par exemple les élections en Namibie, qui ont consacré l'indépendance du pays.

Depuis 1945, l'ONU a négocié de nombreux accords de paix qui ont mis fin à des conflits régionaux, dont la guerre Iran - Irak en 1988. Elle a joué un rôle important dans l'instauration de la paix au Cambodge (1993), au Mozambique (1994), en Angola (1995) et au Guatemala (1996). Actuellement, son rôle au Kosovo est incontournable. L'UNICEF et l'OMS, organisations du système onusien, mènent une campagne de vaccination universelle contre 6 maladies meurtrières, sauvant chaque année la vie de plus de 2 millions d'enfants.

En fait, c'est 80% des activités du système des Nations Unies qui vise à aider les pays en voie de développement à devenir mieux capables de s'aider eux-mêmes. Les program-

mes et fonds de l'ONU (UNICEF, PNUD, FNUAP, PAM) disposent pour leurs activités de développement social d'un budget annuel de 4,8 milliards de dollars américains, qui sert à aider des nations dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la distribution de vivres, etc. Cela représente moins de 1 dollar (environ 81 cents) par être humain et par année. Un coût bien modeste en regard des 797 milliards de dollars que les gouvernements du monde entier ont consacré aux dépenses militaires en 1996, soit l'équivalent de 135 dollars par habitant de la planète.

Quant aux effectifs totaux du système « Nations unies » dans le monde entier, c'est-à-dire le Secrétariat et les 28 autres organisations du système onusien,

ils se montent à 52280 personnes. Là également, il est judicieux de mettre ce nombre en perspective: la société McDonald's a trois fois plus d'employés, les parcs d'attractions aux Etats-Unis, Disney World et Disneyland, emploient 50000 personnes. Les effectifs du siège de l'ONU à New York sont de 4700 personnes. En comparaison, la municipalité de Stockholm, en Suède, a 60000 employés. Bien sûr, tout est relatif, mais il est difficile d'argumenter que l'ONU engendre un coût excessif pour la population mondiale.

L'ONU fait des économies

Le Secrétariat de l'ONU (New York et les autres offices) a déjà réduit son personnel de

Sigles de programmes et fonds de l'ONU

FNUAP:	Fonds des Nations unies pour la population
OMS:	Organisation mondiale de la santé
PAM:	Programme alimentaire mondial
PNUD:	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE:	Programme des Nations unies pour l'environnement
UNICEF:	Fonds des Nations unies pour l'enfance

¹ Secrétaire du Groupement de La Côte de la Société vaudoise des officiers.

près de 25%. Il est passé de plus de 12000 employés en 1984/85 à environ 8700 pour 1998. Bien que cela soit le secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, l'Américain Joseph E. Connor, qui veille à ce que le budget du Secrétariat n'augmente pas, c'est quand même Kofi Annan, qui a lancé, en 1997, une «révolution silencieuse» qui vise à transformer l'ONU en une organisation moins lourde et plus efficace.

Toutefois, les milieux d'affaires du monde entier se mobilisent régulièrement, en faveur de l'Organisation, car ils savent que, si les restrictions budgétaires amoindrissent ses capacités, il sera plus difficile de faire face aux problèmes engendrés par la mondialisation. On estime que les efforts réalisés par les Nations unies pour accélérer les réformes vers une économie de marché, pour favoriser les transactions commerciales et pour aider les gouvernements à établir une législation favorable au secteur des affaires ont stimulé les investissements directs. Cette retombee est estimée à environ 25

milliards de dollars, pour les pays en développement et dans les économies en transition.

Sept pays financent plus de 72% du budget ordinaire de l'Organisation. La contribution de chaque Etat membre est calculée sur la base de sa part de l'économie mondiale et de sa capacité réelle de paiement. Ces contributions constituent le «budget ordinaire» des Nations unies, qui s'élève à environ 1,3 milliards de dollars par an. Cette somme finance les activités, le personnel et l'infrastructure de base de l'Organisation. Les opérations de maintien de la paix, dont le financement varie d'année en année en fonction du nombre d'actions entreprises, ne sont pas financées par le budget ordinaire. De plus, les programmes spéciaux des Nations unies et les institutions spécialisées ont des budgets séparés.

Sur le plan des rétributions du personnel onusien, les traitements sont de 30% inférieurs à ceux qui ont cours aux Etats-Unis dans le secteur privé et pour un travail comparable, ceci étant valable pour la catégorie des administrateurs. D'autre part, tous les fonctionnaires paient des contributions du personnel qui représentent entre 28,5 et 34,5% de leur traitement brut. Vu ce qui précède, l'Organisation a du mal à recruter le personnel possédant les meilleures qualifications, car les salaires et avantages qu'elle offre ne souffrent pas la comparaison avec ceux en vigueur dans d'autres grandes organisations multilatérales, sans parler du secteur privé.

Le traitement brut du Secrétaire général de l'ONU est de 227 000 dollars environ, soit un montant nettement inférieur à la rémunération du directeur général de nombreuses sociétés privées. Dans le domaine de l'écologie, on peut noter que le siège de l'Organisation à New York consomme, pour toute l'année, la même quantité de papier que le *New York Times* en utilise, uniquement, pour un numéro de dimanche, soit 2200 tonnes.

L'ONU et les Etats-Unis sur le plan financier

La quote-part des Etats-Unis dans le budget des opérations de maintien de la paix est tombée d'environ 1 milliard de dollars en 1995 à environ 400 millions en 1997. Cela représente moins de 0,25% du budget annuel de la défense américaine. De plus, les USA ont les plus gros arriérés de contributions envers l'ONU (plus de 1,6 milliard de dollars). Malgré cette dette, ils sont aussi le pays qui a le plus grand nombre de fonctionnaires au Secrétariat et ils détiennent le poste le plus élevé à l'UNICEF, au PNUD, à la Banque mondiale, au PAM et à l'Union postale universelle. Sur les 327,5 millions de dollars d'achats approuvés par le Secrétariat à New York en 1997, 193 millions, soit 59% du total, sont allés à des sociétés américaines.

En 1996, pour chaque dollar que les Etats-Unis ont versé au PNUD (basé à New York), ils ont récupéré plus de 3 dollars en commandes diverses. Selon le maire de New York, M. Ru-

Les sept pays dont la quote-part de financement du budget de l'ONU est la plus élevée

Etats-Unis	25%
Japon	17,98%
Allemagne	9,63%
France	6,49%
Italie	5,39%
Royaume-Uni	5,07%
Russie	2,87%

dolph Giuliani, l'ONU, ses institutions spécialisées et les missions diplomatiques et consulaires apportent 3,2 milliards de dollars par an à l'économie new-yorkaise. Le nombre d'emplois ainsi créés se chiffre à 30600 et les salaires versés à 1,2 milliards de dollars par an.

L'Organisation des Nations unies est un excellent placement pour les Etats-Unis. Les entreprises américaines sont de loin celles qui vendent le plus de biens et de services à l'ONU. En 1995, le système « Nations unies » a dépensé environ 3,6 milliards de dollars en achats divers (vaccins, camions, équipements de bureau, etc.) et la part des Etats-Unis s'est élevée à 658 millions de dollars (soit environ 18%). Si l'on y inclut les achats effectués auprès de filiales américaines hors des USA, on arrive à un total de près d'un milliard de dollars. En 1996, l'ONU a dépensé 468 millions de dollars pour assurer le fonctionnement du Siège de New York. L'économie américaine a obtenu 49% de ce montant. Toutefois, même avec des arriérés, les Etats-Unis financent le quart du budget ordinaire de l'Organisation et sont ainsi indispensables à son bon fonctionnement.

Au service du maintien de la paix

Au début de l'année 1995, quelques 69000 soldats, observateurs et officiers de police, fournis par 77 pays, avaient été déployés dans diverses régions du monde. Depuis 1948, plus de 720000 militaires ont servi dans les forces de l'ONU, plus

de 1100 d'entre eux y laissant leur vie. Ce sont les Etats-Unis d'Amérique et les Etats membres du Conseil de sécurité, pas le Secrétaire général, qui décident quand et où déployer des Casques bleus. En 1997, le coût total des opérations de maintien de la paix de l'ONU s'est élevé à 1,3 milliard de dollars. Ce chiffre représente moins de 0,2% des dépenses militaires du monde entier.

L'ONU a organisé plus d'une cinquantaine d'opérations de maintien de la paix depuis 1948. Le prix Nobel de la paix a été décerné aux Casques bleus en septembre 1998. Ces derniers touchent de leur gouvernement la solde qui correspond à leur grade dans leur armée respective. Les Etats qui fournissent des contingents sont remboursés par l'Organisation à un taux forfaitaire qui s'élève à environ 1000 dollars par homme et par mois. L'ONU rembourse également leurs frais de matériel. Cependant, comme certains Etats membres ne paient pas leur quote-part comme ils le devraient, l'Organisation à court de trésorerie, est souvent obligée de différer ces remboursements.

Le petit Etat insulaire de Fidji a, comme le Canada, participé à presque toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU. Le coût d'une opération de la paix est infime par rapport à celui d'un conflit armé et aux pertes qui s'ensuivent, tant en vies humaines qu'en dégâts matériels.

L'ONU à Genève

Les activités engendrées par l'ONU et ses organisations ne

Principaux fournisseurs de contingents (personnel et matériel) au 31 août 1998

La Pologne	1034
Le Bangladesh	866
L'Autriche	792
Le Ghana	788
La Finlande	777
L'Irlande	727
La Norvège	727

sont pas étrangères à la renommée prestigieuse de la « Genève internationale ». Chaque année, environ 150000 personnes, venant du monde entier, visitent le Palais des Nations de Genève ou profitent de la journée « Portes ouvertes », animée par son service des visites. 25000 représentants participent, annuellement, à des réunions au Palais. Environ 3500 diplomates et employés travaillent au service des missions permanentes des Etats membres. Sur les 185 Etats membres que compte l'ONU, 151 ont une mission permanente auprès de l'Office des Nations unies à Genève (ONUG) et 3 autres (Suisse, Saint-Siège et Palestine) ont une mission permanente d'observation.

Sur le plan économique, l'importance pour Genève, sa région et la Suisse est évidente: plus de 30000 fonctionnaires internationaux, diplomates et leurs familles sont établis dans la cité de Calvin, soit environ 8% de la population genevoise; près de 90000 personnes s'y rendent chaque année

pour des conférences, soit un apport économique annuel pour la région lémanique de l'ordre de 2,5 à 3 milliards de francs suisses. D'après les indications fournies en 1996 par l'Office des statistiques du canton de Genève, les organisations internationales sont à l'origine d'un volume de commandes en biens et services d'un montant d'environ 1,5 milliard.

Il serait inexact, toutefois, d'en conclure que le secteur international de Genève n'apporte à la ville et à la région que des avantages financiers. Les organisations internationales, les missions étrangères et les employés de ce secteur constituent aussi des charges pour les finances publiques, qu'il s'agisse de dépenses pour la sécurité, les bâtiments, les aménagements gratuits en faveur des conférences ou, indirectement, d'un manque à gagner dû aux privilèges fiscaux accordés. Malgré une telle franchise, notre pays en ressort largement gagnant.

Le coût pour la Suisse d'une adhésion à l'ONU

Aujourd'hui, plus de 99% de la population mondiale est représentée à l'ONU. Outre le Saint-Siège, la Suisse est la seule, avec 4 petits Etats insulaires du Pacifique, à n'avoir pas adhéré à l'ONU (soit Tonga, Nauru, Kiribati et Tuvalu). Le montant total des contributions financières annuelles de la Suisse au système des Nations unies, y inclus les institutions spécialisées, s'élevait en 1997 à près de 470 millions de francs suisses. Notre pays figure donc parmi les principaux contributeurs financiers, par tête d'habitant, du système onusien.

Quel serait le coût d'une adhésion? Les charges supplémentaires au budget ordinaire de l'ONU représentent environ 13,3 millions de francs suisses, les charges supplémentaires pour les contributions obligatoires aux opérations de main-

tien de la paix environ 22,4 millions. En prenant pour base de calcul l'année 1998, les charges supplémentaires totales seraient d'environ 35,7 millions. Ce montant dépend du taux de contribution revu tous les trois ans, du cours de change, du budget de l'ONU et de la portée imprévisible des opérations de maintien de la paix. Aucun de ces éléments ne peut être fixé pour le long terme. Au demeurant, toutes les composantes du budget de l'ONU montrent, ces dernières années, une tendance à la baisse.

En comparaison des sommes que la Suisse a versées en 1997 au système «ONU», une adhésion ne signifierait qu'un «paiement résiduel» d'environ 7%. Ainsi la Suisse pourrait obtenir, sur un pied d'égalité, des moyens de participation plus complets et mettre fin à l'anomalie que constitue le fait qu'un des principaux contributeurs financiers ne puisse pas s'exprimer ou, du moins de façon très limitée, sur l'affectation de ses contributions. En application d'une réglementation spéciale concernant les Etats ayant un statut d'observateur, la Suisse verse actuellement au budget ordinaire une somme globale correspondant à 30% de la contribution qu'elle aurait à verser si elle était membre à part entière. Celle-ci se calcule à partir de sa capacité économiques et de sa solvabilité. La somme globale 1998, environ 3,8 millions de dollars, reflète le degré d'activité de la Suisse dans ce qui constitue le «noyau» de l'ONU. Par ce financement des frais administratifs, la Suisse occupe le 28e rang des 189 pays contribu-

Sources

- Allocution du président de la Confédération, M. Flavio Cotti, lors du séminaire sur l'ONU des deux commissions de politique étrangère du Parlement, Genève le 20 août 1998.
- *Les Nations Unies à Genève – Questions & réponses*, août 1998.
- L'ONU en bref, 30.04.1995.
- Rapport du Conseil fédéral sur les relations entre la Suisse et l'Organisation des Nations unies (ONU) établi en réponse au postulat N° 97.3320, déposé le 18 juin 1997 par le conseiller national Andreas Gross du 1^{er} juillet 1998.
- *Image et réalité*, mai 1997.
- *L'ONU: la vérité en faits et chiffres*, octobre 1998.

teurs (y inclus les 4 Etats observateurs). Une contribution complète la placerait au 13^e rang.

Pour les opérations de maintien de la paix, la Suisse, en tant qu'observatrice, ne verse aucune contribution obligatoire. Elle y participe toutefois à titre facultatif par des versements spécifiques. Ceux-ci se sont montés en 1997 à environ 13,4 millions de francs suisses. En outre, la Suisse verse des contributions générales importantes aux fonds et aux programmes, comme par exemple le PNUD, le PNUE, le FNUAP, l'UNICEF, etc.

Notre pays figure parmi les pays ayant obtenu les plus grosses parts du volume de commandes de l'ONU; il s'est classé en 1996 au 6^e rang, avec une part d'environ 112 millions de dollars, soit 3%. La Suisse se trouvait ainsi juste devant le Japon, le 2^e plus grand contributeur après les Etats-Unis. La planification des achats à l'ONU se fondant sur des critères de gestion commerciale et industrielle, le bon rang de la Suisse constitue un signe de la compétitivité et des performances de son économie. A Genève, la proximité des entreprises par rapport aux donneurs d'ordre joue toutefois également un rôle non négligeable.

Conclusions

Dans le contexte actuel de concurrence accrue par rapport aux sièges d'institutions internationales, le fait que la Suisse ne soit pas membre de l'ONU

peut devenir à terme un handicap. D'autre part, devenir membre à part entière ne sanctionnerait aucunement notre «sacro-sainte» neutralité: voir les cas de l'Autriche et de la Suède. Militairement, en cas d'adhésion à l'ONU, nous n'avons aucune obligation de participer aux opérations de maintien de la paix.

Sur le plan financier, notre pays participe déjà largement au système onusien: budget ordinaire du Secrétariat, budget des opérations du maintien de la paix, budget des autres institutions onusiennes et fonds spécifiques, ceci volontairement et sans avoir voix au chapitre. Dès lors, nous sommes désavantagés par rapport aux Etats membres. Notre identité et nos idées profiteraient davantage – c'est certain – à tous, en cas d'adhésion à l'ONU.

Dernièrement, le Conseil fédéral a réaffirmé ses objectifs stratégiques, parmi lesquels figure, en priorité, l'adhésion de notre pays à l'ONU d'ici l'an 2003. Il va sans dire que ce sera l'occasion de se mobiliser pour une noble cause, celle de la reconnaissance de notre participation constructive et positive au monde de demain, par le biais de la seule organisation réellement mondiale qui est appelée à gérer les grands problèmes de l'humanité. Ceux-ci, tels que la paix, la justice, l'équité et l'écologie, ne connaissent pas de frontière. Comme l'a si bien dit le secrétaire général, Kofi Annan, il est temps que la Suisse quitte le statut de «concubine» pour celui d'«épouse légitime» de l'ONU.

F. M.

Autres aspects économiques

Dans l'accomplissement de leurs mandats multiples, l'ONU et ses institutions sont des donneurs d'ouvrage de grande importance sur le marché mondial. La valeur de leurs commandes en biens et services est estimée actuellement à environ 3,7 milliards de dollars par année. Dans ce volume de commandes, la part des opérations de maintien de la paix a diminué au cours de ces dernières années, suite à la réduction des missions de paix. En revanche, celle de l'aide humanitaire et de coopération pour le développement a augmenté. La plus grande part des commandes est à imputer aujourd'hui à l'aide humanitaire (environ 1,5 milliard de dollars).

Dans ce contexte, il faut noter que l'ONU et l'OMS achètent, en règle générale, plus de la moitié de la production de vaccins, ce qui profite également à l'industrie suisse de produits pharmaceutiques.